

Objet | Déroulage câbles HTA rue du Docteur Pierre Masfrand à Cenon.

Monsieur Jean-François EGRON, Maire de CENON et Vice Président de Bordeaux Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route, décret n° 95-807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route, et le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,

Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000 relative à la partie législative du code de la route,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Vu la délibération numéro 2021-27 du 8 février 2021, relative à la fixation des montants pour les emprises de chantier dans le cadre des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public,

Considérant la demande présentée par **l'Entreprise DA Eiffage Energie ZA du Courneau Avenue du Pré Meunier 33610 Canéjan téléphone : 05.57.26.59.50**, représentée par Madame Cardou Marie à l'effet d'entreprendre des travaux pour le déroulage câbles HTA rue du Docteur Pierre Masfrand à Cenon,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités,

Sur proposition de Madame La Directrice Générale des Services Municipaux,

ARRETE

Article 1^{er} : L'entreprise **DA Eiffage Energie pour le compte d'ENEDIS**, est autorisée à entreprendre du 12 juin 2023 au 30 juin 2023, des travaux pour le déroulage câbles HTA rue du Docteur Pierre Masfrand à Cenon.

Article 2 : Pendant toute la durée des travaux : **(10 jours de 8h à 17h pendant la période)**

- La circulation **sera interrompue par « Rue Barrée » sauf véhicules de secours**, partie comprise avec l'intersection rue du Docteur Pierre Masfrand et rue Edouard Vaillant.
- **Le présent arrêté ne pourra pas être en concomitance avec l'arrêté numéro 2023-581.**
- Des déviations seront mises en place vers la rue Edouard Vaillant.
- Les signalisations devront être adaptées et conformes à l'article 4.
- La circulation des piétons sera maintenue et sécurisée.
- Les stationnements seront interdits au droit des travaux.
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions possibles.
- Véolia et le SDIS seront informés des désagréments occasionnés.

Article 3 :

- L'emprise sur domaine public des engins de levage et/ou manutentions doit être conforme aux recommandations générales du SDIS, à savoir, notamment :
 - une voie d'accès de 3 mètres de large maintenue libre de part et d'autre de l'emprise, en fonction de la configuration de la voie,
 - le conducteur de l'engin doit rester à proximité afin de le déplacer en cas de nécessité opérationnelle absolue.

Article 4 : La signalisation réglementaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents, sera mise en place, entretenue et déposée par les entreprises chargées de l'exécution des travaux, elle sera conforme à l'instruction interministérielle de signalisation routière.

Article 5 : L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains, entreprises et services publics concernés.

Article 6 : Le nettoyage et la remise en état des éventuelles dégradations sur la chaussée et sur les trottoirs devront être assurés par le demandeur.

Article 7 : L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'un titre recette.

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

Article 9 : Les services de Police, les services communautaires et les services municipaux sont chargés, selon leurs compétences respectives, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs Communaux.

Fait à CENON, le 9 juin 2023

Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du CGCT
Date d'affichage : le 09/06/2023

Pour le Maire,
L'Adjoint aux Grands Travaux,
Patrimoine Municipal et VRD,

Jean-Marc SIMOUNET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.